

DECLARATION

Le Sénégal baigne, depuis quelques mois, dans un climat social tendu dont l'ampleur ne cesse d'augmenter. En plus de la vague d'assassinats, d'enlèvements et de séquestration d'enfants qui sème la psychose et l'émoi au sein des populations, des mouvements d'humeur sont notés dans plusieurs secteurs notamment dans l'éducation, la santé et la justice.

L'UNSAS exige du gouvernement des mesures concrètes et diligentes pour mettre un terme aux disparitions répétées et meurtres d'enfants, et, pour se conformer à l'esprit et à la lettre de la Convention OIT sur la traite des êtres humains. Les auteurs de ces crimes odieux et abominables doivent être traqués, interpellés et sévèrement punis.

Elle invite le gouvernement, en lieu et place de polémiques inutiles avec les syndicalistes, à adopter une approche beaucoup plus constructive en vue de donner des réponses acceptables aux travailleurs en lutte qui ne demandent qu'un traitement équitable et juste.

L'UNSAS déplore la reconstitution du stock d'arriérés de salaires des contractuels du plan Cobra et de la JICA qui plonge les travailleuses/travailleurs dans une précarité et une vulnérabilité sans précédent. Elle exige le paiement sans délai de tous les arriérés de salaires.

Quant à la grève des travailleurs de la justice qui réclament légitimement l'amélioration des traitements salariaux, l'indemnité de logement, l'augmentation de l'indemnité de participation à la judicature et l'octroi d'une indemnité de célérité, il est inacceptable que le gouvernement continue dans le dilatoire et le pourrissement.

La paix sociale, condition essentielle pour l'atteinte des objectifs de la stratégie de l'émergence, exige des négociations franches et sincères ainsi que le respect des accords signés.

L'UNSAS exprime sa solidarité à tous les travailleuses/travailleurs en lutte et tient le gouvernement responsable de toutes formes d'escalade qui mettraient en péril la stabilité sociale.

Fait à Dakar, le 22 mars 2018

LE SECRETARIAT EXECUTIF